CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Compte rendu analytique

DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
DU

19 - 01 - 2000
après-midi

AGALEV-ECOLO	:	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	:	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	:	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	:	<i>Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	:	<i>Parti socialiste</i>
PSC	:	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	:	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	:	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	:	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	:	<i>Volksunie&ID21</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000	:	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer</i>
QRVA	:	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
HA	:	<i>Handelingen (Integraal Verslag)</i>
BV	:	<i>Beknopt Verslag</i>
PLEN	:	<i>Plenum</i>
COM	:	<i>Commissievergadering</i>

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000	:	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	:	<i>Questions et Réponses écrites</i>
HA	:	<i>Annales (Compte Rendu Intégral)</i>
CRA	:	<i>Compte Rendu Analytique</i>
PLEN	:	<i>Séance plénière</i>
COM	:	<i>Réunion de commission</i>

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

SOMMAIRE

PROJETS DE LOI

Dispositions relatives à la nationalité belge (n°s 292 et 293) 5

Discussion générale 5

COMMUNICATIONS 10

ANNEXE

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

Propositions – Autorisation d'impression 11

GOUVERNEMENT

Commission interdépartementale du développement durable – Avant-projet de plan pour un développement durable 11

GROUPE DE TRAVAIL RELATIF À LA DÉTENTION DES MINEURS, ACCOMPAGNÉS OU NON ACCOMPAGNÉS, DANS LES CENTRES FERMÉS POUR ÉTRANGERS EN SITUATION ILLÉGALE

Rapport-recommandations 11

PARLEMENT EUROPÉEN

Résolutions 12

SÉANCE PLÉNIÈRE

MERCREDI 19 JANVIER 2000

APRÈS-MIDI

PRÉSIDENTE :

M. Herman DE CROO

La séance est ouverte à 14 h 16.

PROJETS DE LOI

DISPOSITIONS RELATIVES À LA NATIONALITÉ BELGE

Discussion des articles

Le **président** : L'ordre du jour appelle la discussion des articles du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge (n°s 292/1 à 8) (matière visée à l'article 78 de la Constitution) et du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge (n°s 293/1 à 5) (matière visée à l'article 77 de la Constitution).

Conformément à l'article 66, 4, du Règlement, les textes adoptés par la commission servent de base à la discussion des articles.

Nous commençons par les articles du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge, n°s 292/1 à 8 (matière visée à l'article 78 de la Constitution).

Par un amendement n° 58, MM. Bart Laeremans, Jan Mortelmans et Bert Schoofs proposent de remplacer l'ensemble du projet de loi par un nouveau Code de seize articles (doc. n° 292/4).

Je suggère qu'ils prennent un peu plus de temps pour défendre cet amendement, mais cette proposition ne vaut pas pour les autres amendements.

M. **Fred Erdman** (SP) : Cet amendement a déjà été examiné en commission. Entre-temps, le texte en a aussi été déposé sous la forme d'une proposition. Si nous rejetons l'amendement, la proposition ne pourra pas être examinée ultérieurement puisqu'elle aura déjà été l'objet d'un vote.

M. **Bert Schoofs** (VL. BLOK) : L'amendement n° 58 propose l'instauration d'un code de la citoyenneté. Nous ne parlons pas de nationalité, étant donné que la Belgique compte deux nations. Cet amendement avait déjà été déposé sous la forme d'une proposition de loi.

Le Vlaams Blok se fonde sur le principe de la descendance, sur le *ius sanguinis*, qui a été appliqué pendant plus de 150 ans en Belgique et qui l'est encore dans la plupart des pays. Ce *ius sanguinis* n'a rien à voir avec la race ou la culture. Le présent projet est fondé sur le *ius soli*, c'est-à-dire sur le fait d'être né en Belgique, et il instaure un droit nouveau : le *ius domicilii*. Pour le Vlaams Blok, un séjour de courte durée ne saurait justifier l'octroi de la nationalité. Ce projet va provoquer un appel d'air qui se traduira par l'arrivée chez nous des enfants majeurs, séjournant à l'étranger, des nouveaux Belges. Cet afflux d'étrangers aura inévitablement des conséquences pour les élections communales imminentes.

L'obligation de fournir un certificat de connaissance de la langue et des us et coutumes de la communauté à

laquelle on veut appartenir constitue un autre volet de notre proposition. Quiconque souhaite rester chez nous doit manifester sa volonté d'intégration au sein de sa nouvelle communauté. Cette notion relève de la logique élémentaire, mais d'aucuns refusent de le comprendre. Selon mon parti, il faut mériter sa nouvelle nationalité et donc consentir certains efforts pour l'acquérir.

Pour le Vlaams Blok, la naturalisation doit être octroyée sous réserve. Aux termes de notre proposition, quiconque commet, par exemple, un délit grave, pendant les cinq années suivant son obtention d'une naturalisation provisoire, perdrait cette naturalisation.

D'emblée, on invoque la question de la sécurité. Le parquet ne dispose que d'un mois pour rendre son avis et ce délai est beaucoup trop court. La Sûreté de l'État et l'Office des étrangers sont logés à la même enseigne. Ce dernier service est en cours de restructuration et sera confronté à des difficultés de transition au moment où les premières demandes commenceront d'affluer.

La loi à l'examen produira un effet de retour : catapultée vers l'électeur, elle reviendra heurter la majorité de plein fouet.

Notre proposition tend, avant tout, à supprimer la double nationalité pour lutter contre l'arrivée, dans notre pays, des conjoints, pratique courante à Beringen.

L'arrivée, dans notre pays, de nouveaux étrangers favorise l'islamisation. S'exprimant à la télévision limbourgeoise, un représentant de Milli Görüz n'a pas exclu la création d'un parti islamique.

Que pense le CVP des déclarations faites par son bourgmestre à Beringen ? Le CVP est-il conscient de l'extension du problème de l'intégrisme musulman au Limbourg ? En tout état de cause, le CVP tient un double langage, affirmant une chose au Parlement et son contraire dans les communes.

D'aucuns qualifient la proposition du Vlaams Blok de raciste. Ses détracteurs savent-ils que le système officiel suisse est bien plus sévère, alors que la Suisse ne saurait être qualifiée de non démocratique et de raciste.

En réalité, le projet de loi du gouvernement exclut le choix. Il n'y a même plus à choisir : la nationalité belge est pour ainsi dire bradée. Le Vlaams Blok est convaincu qu'une large majorité de la population flamande adhère à notre proposition en matière de nationalité, plus qu'au projet ô combien laxiste du gouvernement.

Autre facteur important, les étrangers engagés dans le processus d'intégration n'auront plus aucun intérêt à la mener à son terme. Et tout ceci par la faute du VLD.

J'ai pensé, en vue des prochaines élections, à remettre mes gants de boxe pour en découdre avec le VLD. J'espère le mettre knock-out. Les gants de boxe ne sont pas une arme : ils sont utilisés dans la pratique d'un sport. Le ministre peut monter sur le ring. Les gants de velours dont se servent le SP et Agalev pour étrangler le VLD sont bien plus dangereux. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Blok*)

Le président : L'amendement et l'article sont réservés. Par un amendement n° 13, MM. Jo Vandeurzen, Tony Van Parys, Servais Verherstraeten et Karel Van Hoorebeke proposent la suppression de l'article 2 (doc. n° 292/4). A cet article, nous avons également l'amendement n° 4 de Mme Joëlle Milquet (doc. n°292/3).

M. Jo Vandeurzen (CVP) : L'amendement n° 13 à l'article 2 vise à supprimer l'article qui permet aux intéressés de remplacer l'acte de naissance par un autre document. Le Conseil d'État indique qu'un projet de loi relatif au droit international privé, qui comporte des dispositions visant à renforcer le contrôle des actes étrangers, lui a été soumis. Nous ferions donc mieux d'attendre, comme il le suggère.

Le président : L'amendement et l'article 2 sont réservés.

Par des amendements n°s 57 et 54, M. Jo Vandeurzen et consorts proposent l'insertion de deux articles 2bis nouveaux (doc. n° 292/4).

M. Jo Vandeurzen (CVP) : La notion de résidence principale figure à plusieurs reprises dans le texte du projet de loi relatif à la naturalisation. Nous souhaitons une définition légale plus précise de cette notion.

M. Marc Verwilghen, ministre (en néerlandais) : Je constate qu'on réexamine des amendements qui ont déjà été traités en commission et au sujet desquels j'ai déjà amplement répondu. Je n'interviendrai, dès lors, qu'à propos d'amendements qui n'ont pas encore fait l'objet d'une discussion en commission.

Le président : Les amendements sont réservés.

Par un amendement n° 5, Mme Joëlle Milquet propose la suppression de l'article 3 (doc. n° 292/3). À cet article, nous avons également les amendements n°s 55 et 17 de MM. Jo Vandeurzen et consorts (doc. n° 292/4).

M. Jo Vandeurzen (CVP) : L'amendement n° 55 à l'article 3 traite de la notion de résidence principale. L'amendement n° 17 tend à maintenir le délai de deux mois pour l'avis.

Le **président** : Les amendements et l'article 3 sont réservés.

À l'article 4, nous avons les amendements n^{os} 43, 21, 19, 24 et 22 de M. Jo Vandeurzen et consorts (doc. n^o 292/4) et n^{os} 8, 6 et 7 de Mme Joëlle Milquet (doc. n^o 292/3).

M. **Jo Vandeurzen** (CVP) : L'amendement n^o 19 à l'article 4 concerne également le délai dans lequel l'avis doit être rendu.

L'amendement n^o 24 impose au fonctionnaire de s'assurer que le dossier est complet avant de le transmettre au ministère public.

M. **Fred Erdman** (SP) : L'interprétation de M. Vandeurzen est bien entendu correcte : le dossier doit être complet. Mais le maintien de l'amendement et son rejet pourraient entraîner le rejet de l'interprétation correcte. Ne serait-il pas préférable de le retirer ?

Le **président** : Un amendement peut toujours être retiré.

M. **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*) : Je partage l'analyse de M. Erdman. Il est évident qu'un fonctionnaire doit veiller scrupuleusement à ce qu'un dossier soit complet.

M. **Jo Vandeurzen** (CVP) : Il est important de préciser dans le rapport que l'amendement est superflu. Nous verrons bien, lors du vote, si la majorité partage notre raisonnement. Nous maintenons notre amendement.

Le **président** : La valeur d'interprétation d'un amendement retiré est supérieure à celle d'un amendement rejeté.

M. **Jo Vandeurzen** (CVP) : Le gouvernement renonce au critère de la volonté d'intégration. Notre amendement n^o 22 vise à mieux définir les faits importants auxquels le parquet peut se référer.

M. **Bart Laeremans** (VL. BLOK) : Je souscris à ce raisonnement. Les arrêtés royaux annoncés ne sont nullement de nature à nous rassurer. La loi doit mentionner explicitement que certaines personnes – tels les intégristes – ne peuvent acquérir la nationalité belge.

M. **Jo Vandeurzen** (CVP) : Pour éviter tout malentendu, je tiens à préciser que mon amendement est fondé sur la jurisprudence de la commission des naturalisations.

Le **président** : Les amendements et l'article 4 sont réservés.

À l'article 5, nous avons l'amendement n^o 44 de M. Jo Vandeurzen et consorts (doc. n^o 292/4).

M. **Jo Vandeurzen** (CVP) : L'amendement n^o 44 à l'article 5, tout comme les amendements suivants, a trait à la résidence principale.

Le **président** : L'amendement et l'article 5 sont réservés.

Par des amendements n^{os} 45 et 46, M. Jo Vandeurzen et consorts proposent l'insertion d'articles 5bis et 5ter nouveaux (doc. n^o 292/4).

Les amendements sont réservés.

À l'article 6, nous avons les amendements n^{os} 27, 29 et 30 de M. Jo Vandeurzen et consorts (doc. n^o 292/4), n^o 6 de M. Karel Van Hoorebeke et de Mme Annemie Van de Casteele (doc. n^o 292/5) et n^o 9 de Mme Joëlle Milquet (doc. n^o 292/3).

M. **Jo Vandeurzen** (CVP) : L'amendement n^o 27 à l'article 6 précise, une nouvelle fois, que le dossier être complet. L'amendement n^o 29 définit la notion de volonté d'intégration des candidats à la nationalité belge. L'amendement n^o 30 vise à fixer à nouveau le délai à quatre mois.

Mme **Fauzaya Talhaoui** (Agalev-Écolo) : Les écologistes regrettent que les interventions de l'opposition, en commission et en séance plénière, aient essentiellement trait aux éventuels effets secondaires néfastes du projet. Le gouvernement entend au premier chef adresser un signal positif aux étrangers et aux candidats à la nationalité belge. L'opposition considère par trop les choses sous l'angle d'une criminalité potentielle.

Il est abondamment question de la volonté d'intégration et il est souvent fait référence à la notion de citoyennisation. Le système en vigueur chez nos voisins du Nord a été mis en place à l'intention des nouveaux arrivants et non des candidats à la nationalité néerlandaise qui séjournent depuis des années aux Pays-Bas.

Le présent projet ne mentionne pas explicitement la volonté d'intégration. Dans le système actuel, le contrôle de la volonté d'intégration est passablement arbitraire et peu structuré.

De nombreuses questions concernaient la vie privée et ne se justifiaient pas. Le gouvernement a voulu mettre un terme à de telles situations.

La première génération d'immigrés s'est intégrée par le travail. Il est exact que les connaissances linguistiques de ces immigrés laissent parfois à désirer. Ce problème

linguistique ne se pose pas pour la deuxième génération d'immigrés. Leur problème d'intégration se situe surtout au niveau de l'égalité des chances. Il appartient aux Communautés de s'occuper de ce problème. Après l'acquisition de la nationalité, les autorités flamandes devront accorder une attention toute particulière à cette catégorie de citoyens qui ont été intégrés par la voie juridique.

La majorité des immigrés ont la volonté de s'intégrer et se comporteront en bons citoyens. (*Applaudissements*)

M. Bart Laeremans (VL. BLOK) : Aux Pays-Bas, il y a des exigences en matière de connaissances linguistiques.

Ce projet de loi ne s'adresse pas à ceux qui résident depuis longtemps déjà dans notre pays. Il permet à ceux qui n'y résident que depuis trois ans de demander la naturalisation. Le projet vise à permettre à un maximum d'étrangers d'acquérir le plus rapidement possible la nationalité belge. Rien qu'à Bruxelles, 240.000 étrangers sur les 290.000 entrent en ligne de compte pour une naturalisation. Il est évident que certains partis cherchent ainsi à élargir au maximum leur électorat.

M. Jo Vandeurzen (CVP) : Il est dramatique que la méthode de travail que nous impose la majorité génère dans l'opinion publique une perception totalement erronée de la situation, alors qu'il importe précisément de vérifier la volonté d'intégration.

La loi néerlandaise sur la citoyennisation et la législation néerlandaise en matière de nationalité constituent deux réglementations distinctes. La seconde organise bel et bien l'évaluation de la volonté d'intégration.

Quant au projet de la Communauté flamande de consacrer un milliard de francs à la citoyennisation, je suis sceptique.

Pour les immigrés de la première génération, il n'a jamais été question de subordonner l'octroi de la nationalité belge à la parfaite maîtrise du néerlandais.

Mme Fauzaya Talhaoui (Agalev-Écolo) : Aux yeux de nombreux scientifiques, un concept tel que la volonté d'intégration est trop vague pour faire l'objet d'une norme légale parce qu'il se prête, dans la pratique, à des interprétations arbitraires.

Je me félicite de ce que le texte à l'examen ne comporte pas de référence à la volonté d'intégration.

Le président : Les amendements et l'article 6 sont réservés.

Par un amendement n° 60, M. Karel Van Hoorebeke et Mme Annemie Van de Casteele proposent l'insertion d'un article 6bis nouveau (doc. n° 292/5).

L'amendement est réservé, de même que l'article 7.

À l'article 8, nous avons les amendements n°s 31 et 32 de M. Jo Vandeurzen et consorts (doc. n° 292/4).

M. Jo Vandeurzen (CVP) : Nos amendements n°s 31 et 32 à l'article 8 visent à restaurer le contrôle du parquet.

Le président : Les amendements et l'article 8 sont réservés.

À l'article 9, nous avons les amendements n°s 11 (en ordre principal) et 12 (en ordre subsidiaire) de Mme Joëlle Milquet (doc. n° 292/3).

Les amendements et l'article 9 sont réservés.

À l'article 10, nous avons l'amendement n° 10 de Mme Joëlle Milquet (doc. n° 292/3).

L'amendement et l'article 10 sont réservés.

Par un amendement n° 61, M. Karel Van Hoorebeke et Mme Annemie Van de Casteele proposent l'insertion d'un article 10bis nouveau (doc. n° 292/5).

L'insertion d'un autre article 10bis nouveau est proposée par un amendement n° 111 de M. Bart Laeremans (doc. n° 292/6).

M. Bart Laeremans (VL. BLOK) : Nous proposons de sanctionner ceux qui sont convaincus d'avoir recouru à des pratiques frauduleuses pour obtenir la naturalisation. Des candidats à la nationalité belge pourraient, par exemple, chercher à dissimuler frauduleusement des antécédents judiciaires. Le présent projet de loi ne fournit pas les instruments permettant de sanctionner toute tentative frauduleuse d'acquérir la nationalité. Votre amendement tend à modifier le projet à cet égard. Nous avons retiré de nombreux amendements. Le Vlaams Blok ne souhaite pas s'engager dans une longue bataille d'amendements. À nos yeux, ce projet est à ce point mauvais que nous nous bornerons – en guise de protestation – à déposer quelques amendements sur des points de principe. Du reste, le gouvernement a choisi de rejeter dédaigneusement les amendements de l'opposition. Nous dénonçons une telle attitude.

Le président : Les amendements sont réservés, de même que les articles 11 et 12.

À l'article 13, nous avons les amendements n°s 35, 36 et 37 de M. Jo Vandeurzen et consorts (doc. n° 292/4).

M. **Jo Vandeurzen** (CVP) : Le président de la commission des naturalisations pense que le nombre de demandes va augmenter dans un premier temps. Le délai d'un mois sera, dès lors, d'autant plus difficile à respecter. Nos amendements n°s 35, 36 et 37 tendent à ramener progressivement à un mois le délai actuel de quatre mois.

Le **président** : Les amendements et l'article 13 sont réservés.

Par un amendement n° 53, M. Jo Vandeurzen et consorts proposent l'insertion d'un article 13bis nouveau (doc. n° 292/4).

M. **Jo Vandeurzen** (CVP) : Notre amendement n° 53 tendant à insérer un nouvel article 13bis concerne la résidence principale.

M. **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*) : Cet amendement est superflu. L'article 28 du Code de la nationalité belge concerne une disposition transitoire qui n'est plus appliquée depuis 1987.

M. **Jo Vandeurzen** (CVP) : Je n'ai aucune raison de douter des compétences juridiques du ministre. Cependant, le texte de la loi dont je dispose comporte toujours cet article. Je vais néanmoins retirer cet amendement.

Le **président** : L'amendement est retiré.

À l'article 14, nous avons les amendements n°s 41 et 39 de M. Jo Vandeurzen et consorts (doc. n° 292/4), n° 62 de M. Karel Van Hoorebeke et de Mme Annemie Van de Casteele (doc. n° 292/5) et n°s 108, 110 et 109 de M. Bart Laeremans (doc. n° 292/6).

M. **Jo Vandeurzen** (CVP) : Les amendements n°s 41 et 39 à l'article 14 tendent à modifier la date d'entrée en vigueur de la loi afin de faire commencer plus tard la nouvelle période d'avis. Chacun disposera ainsi de davantage de temps pour s'organiser. Nous proposons deux autres dates.

M. **Bart Laeremans** (VL. BLOK) : Les amendements n°s 108 et 110 tendent à faire entrer la nouvelle loi en vigueur au plus tôt le 9 octobre 2000, autrement dit au lendemain des élections communales. Je suis convaincu que la présente loi constitue pour certains partis un instrument important qui leur permettra de mobiliser un nouveau groupe d'électeurs potentiels. Il est clair que l'objectif est de mettre des bâtons dans les roues du Vlaams Blok et de démanteler la représentation flamande à Bruxelles.

À cet égard, je voudrais attirer votre attention sur l'énormité que M. Erdman a proférée hier à ce sujet, dans cet hémicycle. Il a en effet déclaré que le SP ne voulait rien faire pour les Flamands de Bruxelles, parce que le Vlaams Blok s'en trouverait consolidé. (*Interruptions*) Le Parlement flamand a demandé une représentation flamande à tous les niveaux. Le groupe SP a soutenu la résolution à ce sujet. L'immigration se poursuit. En termes nets, l'immigration marocaine s'est accrue à Bruxelles de 1.884 unités en 1998. Ne parlons même pas de l'évolution démographique. On observe un exode de la population flamande de Bruxelles et une augmentation de la population étrangère. C'est pourquoi il est extrêmement important d'assurer la présence garantie des Flamands avant les élections communales du 8 octobre.

En ce qui concerne le référendum, qui fait l'objet de notre amendement n° 109, nous souhaitons que le citoyen puisse s'exprimer en temps opportun sur ce problème majeur. Je voudrais à ce propos citer l'exemple de la Suisse, où un assouplissement de la législation en matière de naturalisations a été rejeté à deux reprises par la voie d'une consultation populaire.

Je suis convaincu que si la possibilité n'est pas offerte aux citoyens de se prononcer sur cette nouvelle législation sur les naturalisations par le biais d'un référendum, ils le feront lors des prochaines élections.

M. **Fred Erdman** (SP) : M. Laeremans répète inlassablement la même chose. Cette loi n'a pas été rédigée en vue des prochaines élections communales. Le Sénat doit examiner ce projet dans un délai de 25 jours. Le ministre pourra alors, sans qu'il s'agisse d'une obligation, en publier le texte. La loi entrera en vigueur deux mois après sa publication. L'avis sur les demandes doit être rendu dans un délai d'un mois, ce qui nous amène déjà au mois de juin. La commission des naturalisations de la Chambre peut alors entamer l'examen des dossiers. Or, le Parlement ne se réunit pas durant l'été. Les listes électorales sont clôturées le 1^{er} août. Il est dès lors inutile d'essayer de faire accroire que cette loi est destinée à influencer les résultats des élections communales.

Je voudrais en revenir à mon observation relative à la représentation des Flamands à Bruxelles. M. Laeremans, je vous invite à relire le texte de mon intervention : j'ai dit qu'il n'appartenait pas au Vlaams Blok de proposer une solution en la matière.

M. **Bart Laeremans** (VL. BLOK) : Nos propositions relatives à Bruxelles devront, en tout état de cause, être examinées par la COREE. Or, nous n'y sommes pas représentés. Le Parlement flamand unanime a réclamé une représentation garantie des Flamands à Bruxelles.

Un accord devrait intervenir le plus rapidement possible dans ce domaine. Lors des élections communales de 2006, la nouvelle législation sur les naturalisations sera en vigueur et les Flamands ne représenteront alors plus rien sur le plan politique à Bruxelles.

Le **président** : Les amendements et l'article 14 sont réservés.

Les votes sur les amendements et articles réservés, ainsi que sur l'ensemble du projet de loi auront lieu ultérieurement.

M. **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*) : Je ne m'étendrai pas sur les obsessions et les phobies de M. Laeremans. J'adhère aux propos tenus par M. Erdman. Toutefois, je me demande ce qu'il entend par l'expression personnes "nettes". Existerait-il des personnes "brutes" ?

La proposition du Vlaams Blok d'instaurer un code de la citoyenneté est étrange, dans la mesure où elle donne à penser que nous sommes submergés par une meute de Loups gris et autres individus du même acabit. Il faut éviter la double nationalité, ainsi que le statut d'apatride. Le problème ne se pose pas chez nous mais à l'échelle internationale.

M. **Bert Schoofs** (VL. BLOK) : Il est évident que les Flamands se font chasser de Bruxelles.

Le Vlaams Blok est le premier parti flamand de la capitale. M. Erdman souffre d'hallucinations : il nous voit vêtus de chemises brunes et arborant une croix gammée du matin au soir. C'est absurde.

Je voudrais faire remarquer à Mme Talhaoui qu'en Allemagne, où les écologistes sont au gouvernement, les jeunes entre 18 et 23 ans ont la possibilité de renoncer à leur nationalité initiale. Dans ce pays, on évite autant que possible d'octroyer une double nationalité.

Je vous prédis que cette double nationalité posera de nombreux problèmes en Belgique, notamment parmi les intégristes turcs du Limbourg.

M. **Claude Desmedt** (PRL FDF MCC) : En tant que mandataire bruxellois, je tiens à m'insurger contre les propos tenus par M. Schoofs, qui soutient que les Bruxellois néerlandophones sont brimés. Ils sont certes minoritaires, mais leurs droits sont garantis et leurs intérêts protégés. Il est ridicule de prétendre qu'ils seraient brimés.

Le **président** : Nous poursuivons avec la discussion des articles du projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge, n^{os} 293/1 à 5 (matière visée à l'article 77 de la Constitution). L'intitulé de ce projet de loi a été modifié en commission et est devenu : "projet de loi modifiant les articles 569 et 628 du Code judiciaire".

– Les articles 1^{er} à 3 sont adoptés sans observation.

Le **président** : Par des amendements n^{os} 4 et 5, M. Karel Van Hoorebeke et Mme Annemie Van de Casteele proposent l'insertion d'un article 3bis nouveau et d'un article 3ter nouveau (doc. n^o 293/3).

Les amendements sont réservés.

À l'article 4, nous avons les amendements n^{os} 1 de M. Karel Van Hoorebeke et Mme Annemie Van de Casteele (doc. n^o 293/2) et n^{os} 3 et 2 de M. Bart Laeremans (doc. n^o 293/3).

Les amendements et l'article 4 sont réservés.

Les votes sur les amendements et sur l'article réservés ainsi que sur l'ensemble du projet de loi auront lieu ultérieurement.

COMMUNICATIONS

Le **président** : Diverses communications doivent être faites à la Chambre. Elles seront insérées en annexe au *Compte rendu analytique*.

– La séance publique est levée à 15 h 55.

– Prochaine séance plénière, demain, jeudi 20 janvier, à 14 h 15.

EXCUSÉS

Raisons de santé : MM. José Canon, Jef Valkeniers, Ferdy Willems, Mme Greta D'Hondt

Union interparlementaire : MM. Jacques Lefevre, Patrick Moriau, Geert Versnick, Paul Timmermans

Membre du gouvernement fédéral :

M. Louis Michel, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères : en mission à l'étranger

ANNEXE
SÉANCE PLÉNIÈRE
MERCREDI 19 JANVIER 2000

ANNEXE 1

Communications

CHAMBRE DES REPRESENTANTS

PROPOSITIONS

Autorisation d'impression de propositions

(art. 64-2 du Règlement)

1. Proposition de loi (Mme Annemie Van de Casteele) modifiant les articles 46 et 53, § 5, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, n° 386/1.
2. Proposition de loi (MM. Filip De Man, Hagen Goyvaerts et Luc Sevenhans) modifiant la loi provinciale, n° 387/1.
3. Proposition de loi (MM. Gerolf Annemans et Filip De Man) assouplissant les règles relatives aux poursuites et aux recherches dans le cadre de la politique en matière de drogue, n° 388/1.
4. Proposition de loi (MM. Gerolf Annemans et Filip De Man) renforçant les peines prévues par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, n° 389/1.
5. Proposition de loi (Mme Magda De Meyer) relative aux droits du patient, n° 390/1.
6. Proposition de résolution (M. Daniel Bacquelaine) relative à l'extradition du général Augusto Pinochet Ugarte, n° 391/1.

GOUVERNEMENT

COMMISSION INTERDÉPARTEMENTALE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Avant-projet de plan pour un développement durable

Par lettre du 12 janvier 2000, le secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, adjoint au ministre de la Mobilité et des Transports transmet, en exécution de l'article 4, § 1er, de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, l'avant-projet de plan pour un développement durable 2000-2003 de la Commission Interdépartementale du Développement Durable.

Distribution et renvoi à la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture, à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société, à la commission des Affaires sociales et à la commission des Relations extérieures

GROUPE DE TRAVAIL RELATIF À LA DÉTENTION DES MINEURS, ACCOMPAGNÉS ET NON ACCOMPAGNÉS, DANS LES CENTRES FERMÉS POUR ÉTRANGERS EN SITUATION ILLÉGALE

RAPPORT-RECOMMANDATIONS

Par lettre du 16 décembre 1999, le Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant transmet le rapport-recommandations du Groupe de travail relatif à la détention des mineurs, accompagnés et non accompagnés, dans les centres fermés pour étrangers en situation illégale.

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

PARLEMENT EUROPÉEN

RÉSOLUTIONS

Par lettre du 13 janvier 2000, le secrétaire général du Parlement européen transmet le texte de huit résolutions et une décision adoptées par cette assemblée :

1. Résolution sur la troisième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle
2. Résolution sur le processus de paix en Sierra Leone
3. Résolution sur le Conseil européen d'Helsinki
4. Résolution sur l'Indonésie

Renvoi à la commission des Relations extérieures et au Comité d'avis chargé de questions européennes

5. Résolution sur la ratification du traité de Rome créant un tribunal pénal international permanent

Renvoi à la commission des Relations extérieures, à la commission de la Justice et au Comité d'avis chargé de questions européennes

6. Décision sur la vérification des pouvoirs à la suite de la cinquième élection directe du Parlement européen, du 10 au 13 juin 1999

Renvoi à la commission des Relations extérieures, à la commission de la Justice, à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique et au Comité d'avis chargé de questions européennes

7. Résolution sur les changements climatiques : suivi de la cinquième conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Bonn, 25 octobre au 5 novembre 1999)

8. Résolution sur les inondations dans le Sud de la France

Renvoi à la commission des Relations extérieures, à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société et au Comité d'avis chargé de questions européennes

9. Résolution législative sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues ("accord parallèle")

Renvoi à la commission des Relations extérieures, à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques et au Comité d'avis chargé de questions européennes